

Sous la direction d'Olivier Cogne et Gil Emprin

Histoire des Francs-tireurs et partisans

Isère, Savoie, Hautes-Alpes

Presses universitaires de Grenoble

La collection « Résistances »

Fondée en 1994 par Pierre Bolle, maître de conférences honoraire d'histoire à l'Institut d'études politiques de Grenoble, et Vital Chomel, directeur honoraire des Archives départementales de l'Isère, auquel succéda Jean-Claude Duclos, directeur du musée de la Résistance et de la Déportation de l'Isère, la collection « Résistances » est principalement dédiée à l'histoire de la seconde guerre mondiale dans les départements rhône-alpins, mais aussi, plus largement, aux résonances locales du monde contemporain lorsqu'elles questionnent les droits de l'homme. Destinés à un large lectorat, les livres qui la constituent visent à valoriser des travaux universitaires novateurs ainsi que les récits de vie de celles et ceux qui se sont engagés au cours des années sombres, afin de pérenniser et transmettre leur témoignage.

Olivier Cogne et Gil Emprin sont co-directeurs de la collection.

- J.-P. Landru, *La Résistance en Chartreuse. Voreppe, Rives, Voiron, Saint-Laurent-du-Pont – 1940-1944*, 2016
- Jacques Maréchaux dit Cousin, *Ma Résistance dans la compagnie Stéphane. Une jeunesse dans la tourmente*, 2015
- Y. Pérotin dit Pothier, *La vie inimitable. Dans les maquis du Trièves et du Vercors en 1943 et 1944* (introduit et édité par Anne Pérotin-Dumon), 2014
- I. Bóc, *Grenoble, de l'occupation à la liberté. Roman historique*, 2012
- S. Suchon-Fouquet, *Résistance et liberté. Dieulefit, 1940-1944*, 2010
- T. Bruttmann, *Aryanisation économique et spoliations en Isère (1940-1944)*, 2010
- M. Blondé, *Une usine dans la guerre. La Société nationale de la Viscose à Grenoble, 1939-1945*, 2008
- Musée de la Résistance et de la Déportation de l'Isère, *Déportés de l'Isère. 1942-1943-1944*, 2005
- P. Barrière, *Histoire et mémoires de la Seconde Guerre mondiale. Grenoble en ses après-guerres (1944-1964)*, 2004
- B. Montergnole, *La presse quotidienne grenobloise. Septembre 1939-août 1944. L'information en temps de guerre*, 2004
- A. Le Ray, *Première à Colditz*, rééd. 2004
- T. Bruttmann (dir.), *Persécutions et spoliations des Juifs pendant la Seconde Guerre mondiale*, 2004
- P. Bolle (dir.), *Grenoble et le Vercors. De la Résistance à la Libération, 1940-1944*, 2003
- O. Munos-du Peloux, *Passer en Suisse. Les passages clandestins entre la Haute-Savoie et la Suisse, 1940-1944*, 2002
- M. Gabert, *Entrés en Résistance, Isère, Des hommes et des femmes dans la Résistance*, 2000
- C. Collin, *Carmagnole et Liberté. Les étrangers dans la Résistance en Rhône-Alpes*, 2000
- C. Collin, *Jeune combat. Les jeunes Juifs de la MOI dans la Résistance*, 1998
- P. et S. Silvestre, *Chronique des maquis de l'Isère (1943-1944)*, 1995
- M. Aguetaz, *Francs-tireurs et partisans français dans la Résistance savoyarde*, 1995
- P. Deveaux, *Le bataillon de Chambaran. Secteur 3 de l'Armée secrète de l'Isère*, 1994
- L. Gosse, *René Gosse (1883-1943). Bâtitteur de l'université, résistant des « années noires »*, 1994
- C. Collin, *24-26 août 1944, L'insurrection de Villeurbanne a-t-elle eu lieu?*, 1994
- B. Montergnole, *La presse grenobloise de la Libération (1944-1952)*, 1974



Olivier Cogne
Gil Emprin

PRÉSENTATION DE L'OUVRAGE



Les Francs-tireurs et partisans (FTP), qu'ils soient français (FTPF) ou étrangers dits de la Main-d'œuvre immigrée (FTP-MOI), étaient la branche armée du Front national de lutte pour la libération et l'indépendance de la France, mouvement de résistance créé, animé et dirigé par des militants communistes. À côté de cette mouvance, d'autres groupes ont fusionné au sein des Mouvements unis de résistance (MUR) et ont créé les premiers maquis au début de 1943 ainsi qu'une branche armée, l'Armée secrète (AS). Si les MUR/AS ont été plus précoces et plus nombreux dans leurs organisations, les FTP ont été très actifs, notamment à Grenoble, et ont connu une large adhésion pendant les derniers mois de l'Occupation et dans les premières semaines de la Libération, où il s'agissait de poursuivre la guerre et de reconstruire les fondements de la République.

Ce livre à plusieurs mains tente d'éclairer leur histoire, une des plus complexes qui soit.

En effet, la tendance, tant des porteurs de mémoires que des historiens à rationaliser la Résistance en classant, en étiquetant les mouvements et groupes, en cherchant la cohérence des actions et des organisations, s'est souvent heurtée à des réalités imprévues : nombre de résistants engagés ou « encartés » à la Libération dans les FTP n'étaient pas communistes, même si les policiers – et donc les archives – de Vichy pouvaient voir les membres de ce parti alors clandestin partout, et nombre de communistes combattaient ailleurs que dans des groupes FTP, et même dans l'armée régulière de la France Libre.

L'affiche commémorative publiée par l'Amicale des FTP en 1945 qui présente dans un style de bande dessinée un combattant civil, jeune et montagnard, sacrifie à l'image stéréotypée du maquisard telle qu'elle domine l'imaginaire collectif de la Libération. Mais elle correspond assez mal aux FTP, rares dans les milieux ruraux et souvent méfiants voire hostiles à la constitution de gros maquis, préférant l'action militaire urbaine et le sabotage. Les héros et martyrs FTP isérois, Marco Lipszyc ou Antoine Polotti, n'étaient ni très jeunes, ni des maquisards en montagne.

Les études qui suivent questionnent l'histoire des FTP et de leurs représentations à plusieurs niveaux et échelles.

Jean-Marie Guillon, grand spécialiste de la Résistance et de son historiographie, pose les grands problèmes de l'écriture du fait résistant, et notamment celle de la Résistance communiste, souvent perturbée par des enjeux de mémoire. Il souligne le nécessaire retour aux études locales et notamment celle du degré d'autonomie des hommes et des groupes pour rendre compte d'une réalité complexe.

L'étude synthétique de Claude Collin sur l'activité du Parti communiste et des FTP isérois fait le point sur le contexte et la chronologie de leur création et de leur action et apporte un regard neuf sur les liens entre FTP français et leur organisation sœur de la MOI. Le même Claude Collin a mis en forme

le témoignage de Simone Devouassoux dont le parcours, des Jeunesses communistes aux FTP, donne une vision de l'engagement « vu d'en bas », mais avec le recul et l'analyse d'une professeur de philosophie. Son rapport compliqué avec le Parti est aussi emblématique des enthousiasmes et des déceptions rencontrées au cours des années 1940. Avec son étude de la Résistance communiste du secteur de La Mure, Marc Mauberret raconte aussi l'histoire du bassin minier, les racines de l'engagement de ce bastion ouvrier qui deviendra le refuge de l'état-major FTP. Il montre aussi le passage délicat de l'action politique et syndicale à la lutte armée. Gil Emprin se penche sur le devenir des FTP isérois, entre engagement militaire, formation de nouvelles élites et engagement politique.

Ce livre est aussi l'occasion de questionner les sources de cette histoire : Olivier Vallade relit ainsi la presse clandestine communiste pour en dégager la puissance, sans doute décisive dans la montée de l'adhésion aux FTP puis au PC à la Libération, et sa traduction politique. Guy Krivopissko et Xavier Aumage font le point sur les sources liées aux FTP de l'Isère disponibles au Musée de la Résistance nationale à Champigny-sur-Marne.

Enfin, on trouvera deux regards croisés sur des départements alpins voisins, les Hautes-Alpes, département lié structurellement à l'Isère dans l'organisation FTP, que Jean-Pierre Pellegrin a étudié en détail, tout comme Michel Aguetaz l'a fait pour la Savoie en mettant en lumière de nouvelles archives.

Pour finir, saluons et disons notre reconnaissance à Alfred Rolland, dit Féfé, président de l'Amicale des Anciens FTP de l'Isère, engagé à 16 ans dans ce mouvement, infatigable militant et sentinelle de la mémoire et dont le rôle fut essentiel dans ce projet. Nombre d'entre nous travaillons et travaillons sur ses archives... Martine Peters, présidente de la section iséroise de l'ANACR (Association nationale des anciens combattants et amis de la Résistance), Michèle Josserand et Michel Vannier, représentants de la FNDIRP (Fédération

nationale des déportés internés résistants et patriotes), les historiennes Michèle Gabert et Anne-Marie Granet-Abisset, ainsi bien sûr que l'équipe du musée, en les personnes de Jacques Loiseau, son documentaliste, et d'Alice Buffet, sa responsable, ont chacun pris leur part pour assurer la réussite de ce travail débuté en 2014 et concrétisé par cet ouvrage et le colloque éponyme organisé au palais du parlement le 11 mai 2017. Que tous en soient sincèrement remerciés.



Jean-Marie Guillon

INTRODUCTION



Les FTP, qu'ils soient français ou étrangers de la MOI (Main-d'œuvre immigrée), sont à la fois connus – ils sont mentionnés dans les manuels d'histoire –, parfois très connus et entrés dans la mémoire collective comme certains de leurs héros – le groupe Manouchian notamment –, mais aussi méconnus car trop souvent réduits à des images, soit pieuses, soit outrancièrement négatives. Cela tient sans doute à leur origine communiste, à l'historiographie amicale ou hostile qui en a résulté et à ses avatars médiatiques – les documentaires télévisés – qui, comme il se doit, renforcent les représentations dominantes, y compris lorsqu'ils prétendent révéler des vérités cachées. Tout ceci laisse peu de place à la connaissance critique, c'est-à-dire à l'histoire.

Lorsque j'ai commencé des recherches sur la Résistance vers la fin des années 1970, l'historiographie générale était dans une large mesure encore coupée en deux. L'histoire des FTP reposait sur les témoignages d'acteurs que publiaient surtout

les Éditions sociales et sur les manuels du Parti communiste ou de ses annexes comme l'Institut d'histoire Maurice-Thorez. Il s'agissait d'une histoire héroïque, sûre de ses certitudes, solidement encadrée par une vision idéologique et ajustée au contexte politique du moment. Les témoignages n'étaient pas inintéressants ou inutiles, mais ils n'échappaient pas à la vulgate. Les diverses rééditions des FTP de Charles Tillon¹ – dont les divergences avec la ligne du Parti et sa direction se lisaient en filigrane, mais échappaient à la plupart de ses lecteurs – étaient significatives d'une représentation surannée – datée de la période triomphaliste de la Libération – et très linéaire des événements. Le courant soixante-huitard qui se revendiquait de l'héritage révolutionnaire de la Résistance allait s'en saisir, sensible au romantisme de la lutte populaire façon Tillon qu'il opposait abusivement à « l'appareil » du Parti communiste². S'il contribuait à faire sortir les FTP d'une histoire partisane, il ne se départissait pas du légendaire héroïque. Ses sympathies allaient en particulier aux FTP-MOI, ce qui n'était pas sans rapport avec l'intérêt des gauchistes pour les travailleurs immigrés et, au début des années 1980, aux inquiétudes devant les poussées xénophobes. Manouchian et ses camarades étaient doublement auréolés de la gloire des martyrs puisque le Parti communiste était accusé de les avoir « lâchés ». Tout un contexte tendait à mettre en avant la participation des étrangers à la Résistance en les opposant parfois aux Français supposés passifs. Dans plusieurs régions, ce « réveil » mémoriel contribuait à faire émerger ou réémerger l'histoire de groupes FTP-MOI comme Carmagnole-Liberté.

-
1. Préparé en équipe dès les années 1950, l'ouvrage n'est paru qu'en 1962 (*Les F.T.P.*, Paris, Julliard). Il a fait l'objet de plusieurs rééditions ensuite avec un sous-titre évoluant en fonction du contexte. Le premier était : *Témoignage pour servir à l'histoire de la Résistance*.
 2. Un exemple avec l'ouvrage, par ailleurs à bien des égards pionnier, de Grégoire Madjarian, *Conflits, pouvoirs et société à la Libération*, paru en 1980 en collection 10/18 (Paris, Union générale d'éditions), la collection qui avait réédité Tillon et diffusait une partie de la littérature inspirant l'extrême gauche.

Hors de ces cercles, l'historiographie de la Résistance, soit ignorait les FTP, soit en donnait une vision plutôt noire. Seul Henri Michel, dans *Les courants de pensée de la Résistance*³, avait brossé un tableau du combat communiste aussi distancié que son analyse des autres forces de la Résistance, en dépit des sentiments que ce socialiste d'avant-guerre, qui s'était opposé à eux dans la Résistance, éprouvait. Même des ouvrages qui se voulaient œcuméniques, comme l'assemblage de témoignages du socialiste Henri Noguères ou la compilation profuse, qui voulait lui répondre, du communiste Alain Guérin, restaient prisonniers de leurs sources et des représentations plutôt convenues qu'elles portaient⁴.

En fait, au même moment, c'est dans quelques départements que s'élaborait une histoire de la Résistance dans la diversité de ses organisations, de ses formes d'action, de ses modes d'engagement et de ses acteurs. Dans cette histoire, les FTP trouvaient généralement leur place. Ces études monographiques venaient d'historiens de terrain qui avaient bénéficié de l'accès aux sources départementales et qui, ayant souvent eu une formation universitaire, parvenaient à contenir les pressions mémorielles qui s'exerçaient sur eux, venant soit des milieux toujours hostiles aux communistes – car la « guerre froide » entre associations a pu durer un certain temps en province –, soit de résistants communistes qui tenaient mordicus à la vulgate (le Front national pour l'indépendance de la France apparu partout en mai 1941, les FTP appendices armés de ce Front national, tous deux étant supposés autonomes vis-à-vis du Parti communiste, etc.). Paul et Suzanne Silvestre

3. Paris, PUF, 1963, collection « Esprit de la Résistance ». Il s'agit de sa thèse pour le doctorat ès-Lettres.

4. Henri Noguères, *Histoire de la Résistance française*, Paris, Robert Laffont, 5 volumes, 1967-1981 ; Alain Guérin, *La Résistance, chronique illustrée 1930-1950*, Paris, Livre-club Diderot, 5 tomes, 1972-1976.

sont pour l'Isère les illustrations mêmes de ce travail minutieux qui prenait la Résistance par ce qu'elle avait fait, et non par ce que l'on aurait voulu faire croire qu'elle ait été⁵. Venant après eux et quelques autres – Pierre Laborie pour le Lot, ou, dans un autre genre, Louis-Frédéric Ducros par exemple⁶ –, des historiens plus jeunes, souvent proches du courant post-1968, mais sachant faire la part des choses, souvent formés à l'usage des sources orales, ont bénéficié de ces travaux et de cette approche libre d'un phénomène qu'ils prenaient au sérieux dans la variété de ses expressions. C'est le moment aussi où plusieurs colloques confrontaient leurs premières enquêtes avec les travaux menés de leurs côtés par les historiens communistes gravitant autour de l'Institut de recherches marxistes (ex-Maurice-Thorez) et ayant souvent pris leurs distances avec un discours obligé. Le colloque organisé à Saint-Denis par cet institut en 1984, avec des contributions régionales, notamment sur l'Isère⁷, illustre une évolution qui tenait compte des avancées d'une histoire qu'à l'évidence on ne pouvait faire seulement de Paris et par en haut. La suite a été plus compliquée et le contexte mémoriel n'y est pas pour rien. Les colloques organisés dans les années 1990 sur le thème «La Résistance et les Français» et dont est issu le *Dictionnaire historique de la Résistance* ont voulu rassembler les acquis de ce travail fait le plus souvent à la marge

-
5. Paul et Suzanne Silvestre, *Chronique des maquis de l'Isère (1943-1944)*, Grenoble, Éditions des 4 Seigneurs, 1978.
 6. Pierre Laborie, *Résistants, vichysois et autres. L'évolution de l'opinion et des comportements dans le Lot de 1939 à 1945*, Paris, Ed. du CNRS, 1980; Louis-Frédéric Ducros, *Montagnes ardéchoises dans la guerre*, Valence, 3 volumes, 1974-1981.
 7. Colloque publié dans les *Cahiers d'histoire de l'IRM*, n° 34 et 35, «La libération de la France», 1988 avec, dans le n° 35, les articles de Robert Despres, «Le détachement Liberté MOI», p. 48-55, et de Clément Bon, «Le Parti communiste français dans le Comité départemental de libération de l'Isère», p. 81-86. À noter que Robert Despres était intervenu au colloque sur «Les FTP dans la libération de l'Isère».

et relancer le chantier⁸. Il fallait montrer que l'histoire de la Résistance ne se résumait pas à l'image simpliste que l'on avait trop souvent d'elle – une histoire d'en haut, une histoire de grands hommes –, mais qu'elle était à réintégrer dans des lieux, des milieux, des moments, dans la complexité du social et du culturel. Il fallait également montrer, à contre-courant de la tendance médiatique dominante pour qui la France se résumait à celle «de Vichy», qu'il y avait aussi une France sous Vichy et sous les occupants, et bientôt surtout une France contre Vichy et les occupants. C'était un peu la lutte du pot de terre contre le pot de fer, en tout cas au plan national. L'air du temps à la fin du xx^e siècle et au début du xx^e n'était pas en faveur des combattants, militaires ou politiques, à qui il préférait la très discutée catégorie des «Justes», au point d'en faire souvent comme une sorte d'archétype d'une Résistance «pure». De ce fait, l'impact de ce projet d'une histoire totale, décentralisée, comparatiste de la Résistance a été pour le moins limité. Or il réintérait les FTP en particulier dans une histoire culturelle liée aux régions où ils étaient particulièrement implantés et dans une tradition longue des hors-la-loi, suivant en cela les analyses modèles d'Harry Rodewick Kedward (*À la recherche du maquis. La Résistance dans la France du Sud 1942-1944*⁹). L'intérêt était aussi de faire sortir les FTP du cadre urbain dans lequel ils étaient souvent tenus

-
8. Ces six colloques se sont étalés de 1993 à 1997, passant de Toulouse à Rennes, Paris, Bruxelles, Besançon puis Aix-en-Provence. Pour plus de détails sur ces colloques, voir le *Dictionnaire historique* cité (sous la direction de François Marcot avec Bruno Leroux et Christine Lévisse-Touzé, Paris, Robert Laffont, coll. Bouquins, 2005).
 9. Paris, Cerf, 1999. Je me permets de renvoyer à l'aperçu historiographique qui a été publié dans Philippe Hanus, Rémi Korman et réseau MEMORHA (coord.), *Prendre le maquis. Traces, histoire, mémoires*, Lyon, Libel, 2016 et aux études rassemblées par François Marcot, *La Résistance et les Français. Lutte armée et maquis*, Besançon, Annales littéraires de l'université de Franche-Comté, 1996.

par les travaux portant sur la région parisienne¹⁰. En dépit de cette conjoncture historiographique et mémorielle peu favorable, quelques historiens courageux ont continué le travail de terrain et ont offert des études de qualité sur certaines régions. Pour les FTP, l'ouvrage récent de Fabrice Grenard sur Georges Guingouin en témoigne¹¹, mais aussi les études réalisées sur la région lyonnaise et les Alpes du Nord depuis une vingtaine d'années, notamment par certains des auteurs et initiateurs de cet ouvrage¹².

Les FTP sont, avec la CGT clandestine en milieu ouvrier, le fer de lance de la résistance communiste, élargissant grâce à leur force d'attraction son audience au-delà des milieux militants. Mais bien des questions restent posées à leur sujet : celle de la chronologie de leur implantation et de sa géographie, celle de leur place dans cette nébuleuse d'organisations que devient la résistance communiste et, notamment, le partage des tâches entre eux et les Milices patriotiques qui apparaissent au début de 1944 mais n'ont bien souvent d'existence réelle qu'aux approches de la Libération. Derrière ces questions, il y a celle de la politique d'affectation de cadres et de militants (issus de la Jeunesse communiste) par les responsables communistes clandestins avec souvent réticence et parcimonie, il y a aussi celle d'un cloisonnement difficile entre organisations clandestines de la même mouvance tant on voit au niveau des communes des hommes ou des familles qui sont au carrefour de toutes. Loin de se limiter aux grandes villes,

10. Le dernier exemple en date est celui de Frank Liaigre, *Les FTP. Nouvelle histoire d'une Résistance*, Paris, Perrin, 2015, qui, par ailleurs, ignore largement les derniers mois de l'Occupation et la zone Sud, alors que les FTP y sont devenus l'un des éléments majeurs de la Résistance.

11. *Une légende du maquis, Georges Guingouin, du mythe à l'histoire*, Paris, Vendémiaire, 2014.

12. Il s'agit en particulier des travaux de Claude Collin (notamment *Carmagnole et Liberté. Les étrangers dans la Résistance en Rhône-Alpes*, Grenoble, Pug, 200) et de Michel Aguetaz (*Francs-Tireurs et partisans français dans la Résistance Savoyarde*, Grenoble, PUG, 1995).

les FTP sont bien présents en zone rurale et de plus en plus entre l'automne 1943 et l'été 1944, particulièrement dans la moitié sud de la France. La création des maquis par les FTP est tardive dans de nombreux départements, dont l'Isère, mais ce n'est pas le cas partout. En Provence, les FTP sont parmi les premiers à en constituer dès le printemps 1943. Pourquoi ces différences et quelles sont les relations avec les autres formations militaires de la Résistance ? Dans un premier temps, le choix est fait d'un certain « entrisme » dans la structure Maquis que l'Armée secrète (AS) et les Mouvements unis de la Résistance mettent en place, afin de bénéficier des moyens dont elle dispose, et ce n'est qu'entre l'automne 1943 et le printemps 1944 que les maquis à direction communiste se singularisent comme FTP ou qu'ils se constituent en faisant scission. Cet « entrisme » avait débuté dès la création des premiers groupes FTP dans le deuxième semestre 1942 avec leur étiquetage fréquent comme Groupes francs des mouvements clandestins ou leur association avec des équipes du SOE (*Special Operations Executive*, Direction des opérations spéciales), celles-ci fournissant les moyens, celles-là les groupes de saboteurs, ce qui, entre nous soit dit, relativise la question de l'armement des FTP. Dans cette histoire, on ne peut sous-estimer le rôle des hommes et l'autonomie, même relative, des responsables. La question est évidente au printemps et au début de l'été 1944, après que la direction de zone des FTP a été démantelée par les Allemands. Le relais est alors pris par la direction de zone du Parti communiste, qui pousse à l'action insurrectionnelle avant même le Débarquement du 6 juin selon le « modèle corse », d'où des frictions avec des responsables interrégionaux FTP qui considèrent cette orientation dangereuse et peu adaptée aux forces dont ils disposent, notamment en ville. Mêmes discordances au moment du 6 juin 1944 où la participation au mouvement insurrectionnel qui touche particulièrement la zone Sud et notamment le Sud-Est fait apparaître des divergences d'appréciation profondes entre ceux des FTP qui prennent l'initiative

de « libérer » des localités ou de participer avec l'AS et l'Organisation de résistance de l'armée (ORA) à leur prise de contrôle et à celle de l'arrière-pays et ceux qui s'y refusent. Les relations entre directions du Parti et directions FTP laissent apparaître des divergences, loin de l'image « lisse » d'une organisation centralisée et composée d'hommes et de femmes obéissant au doigt et à l'œil. À la base, ces divergences se traduisent aussi par des relations qui peuvent être tendues entre responsables militaires (commissaires à l'organisation) et responsables politiques (commissaires aux effectifs). Les FTP se caractérisent par leur engagement dans « l'action immédiate » mais, de fait, la plupart des groupes « légaux » n'y participent pas ou peu et, mis à part la diffusion de la propagande, n'ont guère plus d'activité jusqu'au moment du Débarquement que les groupes « attentistes ». Ajoutons entre autres problèmes que posent les maquis FTP celui de leurs rapports avec la population. L'intrusion de maquisards venus des grandes villes, souvent jeunes, de milieux populaires, plus ou moins encadrés, dans un milieu rural dont la culture est tout autre nourrit la « légende noire » des maquis FTP, d'autant que leurs actions attirent les représailles qui s'abattent sur la population. Cela dépend beaucoup des liens noués en son sein et de l'influence des hommes qui servent de médiateurs entre cette population et les maquisards. Cela découle aussi souvent du chef de groupe, de son charisme, de son sectarisme ou de sa formation. Quant à la période de la Libération, elle pose d'autres questions dont celle de l'intégration des FTP, soit dans de nouvelles forces à vocation policière (les Forces républicaines de sécurité, les Milices patriotiques), soit, surtout, dans les régiments FFI (Forces Françaises de l'intérieur) et, de là, plus ou moins vite et plus ou moins difficilement dans l'armée régulière. Ici aussi, se croisent stratégie du Parti, choix des autorités nationales et locales, trajectoires individuelles et temporalités, car les événements se bousculent et le contexte se modifie beaucoup en quelques semaines, entre le moment de la Libération et la fin de l'année 1944.

C'est cette réalité complexe, plus complexe qu'il n'est souvent dit dans les histoires générales de la période, que donne à comprendre cet ensemble d'études sur l'Isère. Elles invitent à prolonger ce travail car l'histoire des FTP reste bel et bien un chantier ouvert, comme l'histoire de la Résistance si on la considère comme un processus social, politique et culturel révélateur d'un mouvement social total avec ses hésitations, ses ambiguïtés, ses contradictions, mais aussi ses croyances, ses espérances, ses capacités de mobilisation et d'action.